

PREFET DE L'AIN

**COPIE**

Préfecture de l'Ain  
Direction de la Réglementation  
et des Libertés Publiques  
Bureau des réglementations  
Références : MA

**Arrêté préfectoral mettant en demeure les Etablissements P. BERNARD à  
ST ANDRE DE CORCY.**

**Le préfet de l'Ain,**

- VU le code de l'environnement - Livre V - Titre 1<sup>er</sup> et notamment ses articles L.511-1 et L.514-1 ;
- VU l'arrêté ministériel du 15 janvier 2008 relatif à la protection contre la foudre de certains établissements ;
- VU l'arrêté préfectoral du 31 mars 2000 modifié autorisant les Etablissements P. BERNARD à exploiter une installation de stockage et de séchage de céréales sur le site de la gare à SAINT-ANDRE-de-CORCY ;
- VU l'arrêté préfectoral du 14 février 2008 mettant en demeure les Etablissements P. BERNARD de respecter les prescriptions de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 31 mars 2000 ;
- VU le rapport et les propositions de l'inspecteur des installations classées de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement du 17 décembre 2010 établis à la suite de l'inspection du site réalisée le 16 septembre 2010 ;
- VU le courrier de l'inspecteur des installations classées en date du 17 décembre 2010 transmettant aux Etablissements P. BERNARD son rapport d'inspection ;

CONSIDERANT qu'il a été constaté par l'inspecteur des installations classées que les Etablissements P. BERNARD ne respectent pas les prescriptions de l'arrêté préfectoral du 31 mars 2000 concernant la disponibilité d'un surpresseur sur le site en cas d'incendie, la mise en place des RIA nécessaires à la lutte contre l'incendie et les prescriptions de l'arrêté ministériel du 15 janvier 2008 concernant la réalisation de l'analyse du risque foudre prenant en compte la création du nouveau bâtiment ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture ;

**- ARRETE -**

**Article 1<sup>er</sup> :** Les Etablissements Pierre BERNARD, dans le cadre de l'exploitation de leur établissement situé à Saint-André-de-Corcy, rue de la gare, sont mis en demeure de se conformer :

- aux prescriptions de l'article 39-12 de l'arrêté préfectoral du 31 mars 2000, dans un délai d'**un mois** à compter de la notification du présent arrêté, en mettant en place les robinets d'incendie armés (RIA) nécessaires à la lutte contre l'incendie ou en proposant des mesures compensatoires garantissant le même niveau de sécurité et validées par le SDIS de l'Ain ;

- aux prescriptions de l'article 39-12 de l'arrêté préfectoral du 31 mars 2000, dans un délai d'**un mois** à compter de la notification du présent arrêté, en s'assurant de la disponibilité d'un surpresseur sur le site en cas d'incendie ;

- aux dispositions de l'article 1 de l'arrêté ministériel du 15 janvier 2008, dans un délai de **trois mois** à compter de la notification du présent arrêté, en effectuant l'analyse du risque foudre. Cette analyse prendra en compte la création du nouveau bâtiment.

**Article 2 :** Indépendamment des poursuites pénales qui pourront être exercées, l'inobservation des conditions de la présente mise en demeure entraînera l'application des dispositions de l'article L.514-1 du code de l'environnement.

**Article 3 :** En application des articles L.514-6 et R.514-3-1 du code de l'environnement, cette décision peut être déferée au tribunal administratif, seule juridiction compétente :

- par le demandeur ou l'exploitant dans un délai de deux mois à compter de la notification de la présente décision.
- par les tiers dans un délai d'un an à compter de l'affichage de l'extrait de l'arrêté.

**Article 4 :** Le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à

- M. le directeur des Etablissements Pierre BERNARD

et dont copie sera adressée :

- au maire de SAINT-ANDRE-de-CORCY pour être versée aux archives de la mairie pour mise à disposition du public et pour affichage durant un mois d'un extrait dudit arrêté ;
- à monsieur le chef de l'unité territoriale de l'Ain de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement ;
- au service interministériel de défense et de protection civile – (préfecture) ;
- au directeur départemental des services d'incendie et de secours ;

Fait à BOURG-en-BRESSE, le **04 FEV. 2011**

Le préfet,  
pour le préfet,  
le secrétaire général



Dominique DUFOR